

LE PATRONAT AFFICHE SES VELLEITES DE REMISE EN CAUSE DU DROIT DU TRAVAIL

La culture du profit à n'importe quel prix

Le gouvernement et le patronat se sont longuement rencontrés les jeudi 16 et vendredi 17 décembre 2004. L'Union nationale des entrepreneurs publics, l'Unep, était aussi représentée à cette réunion, ainsi que l'association SEVE des femmes chefs d'entreprise. Un procès-verbal de cette bipartite a été rendu public où il apparaît que des questions liées au monde du travail et à la Sécurité sociale ont été abordées. Ce que nous évoquerons principalement dans cet article.

S'agissant du volet "Mise à niveau des dispositions juridiques et réglementaires", les associations de la coordination patronale ont soulevé la question de la lourdeur des charges sociales et de ses effets dissuasifs sur la création d'emplois.

Elles estiment que cette situation encourage la fuite sociale et favorise les activités

marchandes et souhaitent une révision complète du régime des assurances sociales. Elles proposent de créer une commission tripartite de réflexion "en vue d'aboutir à un réaménagement du code du travail", tout en souhaitant d'emblée "la révision des dispositions relatives à l'emploi temporaire, la modification des contrats de travail à durée

déterminée, la mise en place d'une législation souple pour encourager l'emploi temporaire, la révision à la baisse des taux de cotisation patronale et enfin la suppression de la double cotisation des employeurs et des employés".

Le gouvernement a répondu à ces propositions en affirmant qu'il a "engagé des mesures qu'il compte poursuivre avec détermination pour réprimer et réduire la fraude au versement des obligations sociales pour les employeurs, mis au point une législation, des règlements et des moyens autour de l'Agence nationale de l'emploi et de la main-d'œuvre (Anem), pour renforcer la régulation du marché du travail et y imposer le respect

des lois, engagé une approche pour améliorer la gestion des caisses sociales y compris en garantissant que les employeurs économiques y occupent les sièges qui leur reviennent et qu'ils ont abandonnés vacants".

Le gouvernement a enfin ajouté qu'"il introduira le débat lors de la prochaine tripartite sur la nécessité de revenir graduellement aux dispositions de la loi qui fait obligation aux employeurs de régler les cotisations sociales dues à leurs employés y compris les allocations familiales".

Pour le gouvernement, affichant son désaccord avec la démarche du patronat sur les réformes du système de protection sociale, "l'Algérie entend promouvoir une éco-

nomie de marché sans rupture avec la justice sociale et sans aboutir à une situation de prospérité bâtie au détriment de l'un ou l'autre des acteurs, qu'il s'agisse des entreprises, mais qu'il s'agisse aussi du Trésor public, de toute la nation ou aussi, et surtout, des travailleurs du pays".

Enfin, le gouvernement et les organisations et associations patronales ont convenu notamment "de revenir durant la prochaine tripartite sur les questions liées au droit social ainsi qu'aux conclusions des groupes de travail tripartites mis sur pied à l'issue de la tripartite tenue en septembre 2003".

LSR

Courrier des internautes... Courrier des internautes... Courrier des internautes...

Conditions de départ à la retraite pour une femme travailleuse

Je suis une femme ayant 22 ans de travail et j'ai 44 ans.

Je voudrais connaître les conditions de départ à la retraite. J'ai également 2 enfants.

Merci par avance pour votre aimable réponse. Meilleures salutations.

A. Hamadache

REPONSE :

L'article 6 bis de la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (+ ordonnance n° 97-13) précise que "le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate" dans les cas suivants, 2° alinéa : "A partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à un versement de cotisation égale à 20 ans au moins peut demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle. L'âge et la durée de travail prévus à l'alinéa ci-dessus sont réduits de 5 ans pour les travailleurs salariés de sexe féminin. L'article 8 de la même loi précise aussi que "les travailleurs de sexe fémi-

nin qui ont élevé un ou plusieurs enfants pendant au moins 9 ans bénéficient d'une réduction d'âge d'un an par enfant, dans la limite de 3 années.

37 années de cotisations/Quels sont mes droits ?

Je suis âgé de 56 ans et demi (né en mai 1948) et j'ai commencé à travailler au mois de septembre 1964, je totalise 37 ans de cotisations.

Est-ce que j'ai droit à une retraite normale ?

Farouk D.

REPONSE :

L'article 6 bis de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite précise que le bénéfice de la retraite peut être accordé avec jouissance immédiate, 1° alinéa : "Sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné lieu à un versement de cotisations égales à 32 ans au moins", mais, 3° alinéa, "les pensions accordées au titre du présent article sont liquidées définitivement et ne sont pas susceptibles de révision en cas

de reprise d'une activité rémunérée postérieurement à l'admission en retraite".

Qu'en est-il des rachats de cotisations ?

Je vous demande de bien vouloir m'expliquer si les rachats de cotisations pour compléter les 32 ans sont en vigueur. Si oui, je demande une réponse.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.

REPONSE :

Seuls les travailleurs partant à la retraite à l'âge légal de 60 ans peuvent prétendre sous certaines conditions au rachat d'années de cotisation pour éventuellement atteindre les 32 années permettant d'obtenir une pension à taux plein de 80%. Voir l'article 10 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, article modifié

par l'article 3 de l'ordonnance n° 97-13.

Les années d'invalidité sont-elles comprises dans le calcul de la pension ?

Je suis enseignante depuis 1970, titularisée en 1975. J'ai arrêté en 1994 pour des raisons de santé donc en maladie de longue durée jusqu'en 1997, date à laquelle j'ai été mise en invalidité à ce jour. Je suis née en 1950. Est-ce que les années d'invalidité seront prises en compte pour ma retraite ? Sincères remerciements.

REPONSE :

Les années d'invalidité sont intégrées dans le nombre total des années de cotisation à la Sécurité sociale et au régime de retraite. L'article 11 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, complété par l'article 6 de l'ordonnance n° 96-18, stipule dans son 3° alinéa que est assimilée à des périodes de travail : "toute période pendant laquelle l'assuré a bénéficié d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 50%".

ACTIVITES DES ANCIENS DE SONATRACH Assemblées générales en janvier

"Nous informons l'ensemble de nos retraités que les assemblées générales auront lieu au mois de janvier 2005 pour le renouvellement des conseils régionaux.

A cet effet, nous demandons à l'ensemble des nos amis retraités de se rapprocher des bureaux de leur région.

Pour toute demande de renseignement ou adhésion, se présenter ou écrire au : Bureau national, 5 rue Daguerre, Alger
Tel/Fax 021631603

P/le bureau
Le secrétaire général
M. K. Hafidi

Soir d'Algérie,
espace "Retraite"
1, rue Bachir-Attar,
place du 1^{er}-Mai, Alger
Fax : (02) 67 06 56
E-mail :
soiretraite@hotmail.com